

Détruire le patrimoine industriel pour effacer la mémoire ouvrière ?

L'exemple de la requalification du site historique de Moulinex à Alençon.

Dans le cadre d'un essai de « géohistoire », il nous a semblé intéressant de porter notre regard d'historien sur un « territoire du quotidien », une usine aujourd'hui en grande partie disparue. Il s'agit de l'usine Moulinex d'Alençon fondée en 1937 par l'industriel Jean Mantelet aux bords de la Sarthe, au sud est de la préfecture de l'Orne, à l'emplacement d'un site industriel local de première ampleur (une des premières filatures de chanvre de France). Cette usine, assez banale en soi, mais qui a incarné à sa façon la « révolution invisible » que furent les « Trente glorieuses¹ », est fermée en 2001, lors du dépôt de bilan du groupe. La période de friche industrielle est de courte durée, et le terrain est racheté par la communauté urbaine d'Alençon, qui lance alors un projet de requalification du site dans le cadre d'un programme d'aménagement urbain. Depuis 2005, les travaux, confiés par la municipalité à une société d'économie mixte du Calvados, ont considérablement modifié le visage du site, par la destruction de la grande majorité des bâtiments, y compris les plus anciens. De leur côté les anciens ouvriers, regroupés au sein de l'« association Jean Mantelet », s'organisent pour qu'un « espace de mémoire » soit préservé sur le site afin de conserver, à travers le patrimoine industriel, la mémoire de l'entreprise, celle du fondateur et de ses ouvriers.

Une double problématique semble ainsi pouvoir être abordée à l'échelle de cet espace : stricto sensu, celle des interactions entre anciens espaces industriels, projets urbains et groupes sociaux ; lato sensu, celle des rapports entre patrimoine industriel contemporain et mémoire ouvrière dans le contexte d'une région de l'Ouest de la France. Trois optiques successives peuvent ensuite être adoptées pour la décliner.

Tout d'abord, en partant des concepts, il s'agit de mettre en évidence les rapports encore ambigus entre le patrimoine industriel et la mémoire ouvrière.

Le patrimoine industriel a pris une importance grandis-

sante dans les sociétés développées depuis les années 1970, alors que la crise économique condamnait les anciennes industries d'hier (sidérurgie, textile, mines). Aujourd'hui, et de plus en plus, on constate que ce patrimoine est à la fois considéré par les acteurs locaux comme un élément à préserver mais aussi comme un possible levier des politiques de renouvellement urbain et de développement local.

Mais préserver les bâtiments industriels n'amène pas nécessairement à conserver la mémoire ouvrière. En fait, les spécificités de cette dernière, sur le fond (caractère ambigu de la valeur travail, question de l'évocation des luttes sociales et des rapports sociaux) comme sur la forme (rareté et fragilité des sources, question de l'implication des anciens ouvriers eux-mêmes dans ce processus de mise en mémoire), font souvent obstacle à une inscription spatiale de cette mémoire.

Une des façons de concilier ces deux concepts pourrait être de développer le tourisme industriel, décrit récemment comme un « tourisme de savoir faire ». Aujourd'hui le tourisme industriel est un produit touristique à diffusion croissante, qui contribue à la mise en valeur des « nouveaux patrimoines ». Dans l'Ouest en général, et dans l'Orne en particulier, en dépit d'une ruralité mise en avant, la présence d'un riche patrimoine industriel diffus, hérité notamment de la période proto-industrielle, pourrait servir de base à la mise en place d'un tourisme industriel valorisant là aussi les atouts des territoires et permettant de retenir les touristes de passage.

La seconde approche possible est celle qui part de l'espace et de son occupation, hier et aujourd'hui. L'intérêt de la « géohistoire » est ici de mettre en valeur le caractère industriel ancien de l'espace concerné, successivement occupé par un moulin du XIII au XIX^{ème} siècles, puis de 1838 à 1925 par une filature de chanvre, employant plusieurs centaines de personnes. (Alençon est au XIX^{ème} siècle la première ville toilière de France pour le lin et le

¹ « La révolution invisible » est le sous titre de l'ouvrage célèbre de Jean Fourastier, Les Trente glorieuses, Paris, Fayard, 1979.

chanvre de France avec une industrie « duale », à domicile et en usine)². La dernière étape de cette évolution est l'installation en 1937 de la « Manufacture d'Emboutissage de Bagnolet », ancêtre de l'usine de « Moulin légumes », qui devient « Moulinex » en 1956 avec le lancement de la mécanisation des petits appareils ménagers (moulins à café tout d'abord).

Les extensions suivantes de l'entreprise, qui passe après 1945 du statut de groupe régional au statut de firme multinationale, se traduisent sur le site par une multiplication des constructions, aboutissant à la naissance d'un vaste espace industriel de 20 hectares au sud de la ville. L'usine (qui emploie plus de 3000 ouvriers au début des années 1970, pour une ville de 30000 habitants) devient ainsi un pôle d'attraction local majeur, qui accentue certainement à partir des années 1950 le phénomène de l'exode rural à l'échelle de la ville. A proximité, une Zone à Urbaniser en Priorité est même mise en place dans les années 1960, la ZUP de Perseigne. La population ouvrière y est relativement concentrée, et cela aujourd'hui encore (les ouvriers représentent 50% des actifs du quartier en 1968, et près de 40% en 1990).

L'entreprise Moulinex est ensuite frappée dans les années 1980-1990 par une crise multiforme, avec comme caractère marquant le problème de la succession du fondateur, Jean Mantelet, qui disparaît en 1991. Mal géré, et malgré les plans sociaux multiples, l'empire Moulinex s'effondre en 2001. Comme d'autres, l'usine d'Alençon, la maison mère, est fermée, malgré les protestations dignes mais fermes des ouvriers.

Un projet de requalification du site est alors rapidement mis en place par la communauté urbaine. Ce projet, qui s'inscrit dans une ambitieuse politique d'aménagement urbain visant à redonner à la ville un dynamisme démographique et économique, se décompose en trois volets : environnement (redonner à la Sarthe une lisibilité paysagère, tenir compte d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations, intégrer le site dans des espaces naturels protégés), urbanisme (construction de logements de standing sur pilotis, d'une « résidence seniors », remodelage de l'entrée de ville et de la voirie), et économie (maintien de l'activité industrielle sur place et développement d'un pôle services). Au final, le « parc de la Cité Jean Mantelet », nouveau nom du site, devra devenir un véritable nouveau quartier d'Alençon.

Tenter de mettre en évidence les stratégies des groupes sociaux concernés par le projet de requalification du site permet enfin en troisième lieu une approche par les acteurs.

Ainsi, sur la lancée des actions qui ont ponctué la fin de l'histoire de l'entreprise, une partie des anciens « Moulinex » d'Alençon s'est regroupée dès 2002 au sein de « l'association Jean Mantelet ». Ses objectifs sont multiples : favoriser la réinsertion sociale des anciens ouvriers, tout en restant un lieu convivial, mettre en place un projet d'« espace mémoire » axé sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine industriel, et enfin être une passerelle entre les savoir faire d'hier et ceux de demain, via des partenariats pédagogiques.

Au moyen d'une enquête restreinte diffusée auprès des ouvriers membres de l'association, nous avons pu constater l'existence d'une véritable mémoire ouvrière originale dans le cas de l'usine Moulinex d'Alençon, usine à fort recrutement rural certes mais conservant des traditions ouvrières spécifiques, comme la perruque par exemple. Par ailleurs, la même enquête montre qu'un consensus existe chez les anciens ouvriers pour mettre en place un lieu de mémoire afin de témoigner de l'importance qu'ont eu l'usine, son fondateur et ses ouvriers pour la ville d'Alençon. Le bâtiment encore préservé qui semble s'imposer pour cette fonction est la « cathédrale », ancien séchoir à chanvre datant des années 1840-1860.

Face à ces projets, force est de constater les hésitations des équipes municipales en place, l'actuelle, depuis 2002, comme la précédente, de la même tendance politique, dirigée de 1989 à 2002 par Alain Lambert. Après l'abandon du premier projet d'espace mémoire (un des bâtiments, aujourd'hui détruit, de la filature abritant un moteur de paquebot de 1923), on semble s'orienter aujourd'hui en ce domaine vers un projet à minima, sous forme de parcours signalétique, même si l'option de la « cathédrale », présentée comme coûteuse, n'est pas complètement écartée. On peut donc voir à travers ces hésitations une victoire de la « volonté moderniste » sur la « logique patrimoniale » : l'obsession semble celle de « tourner la page Moulinex » en effaçant les traces et en se tournant résolument vers le XXI^{ème} siècle, qui s'incarne dans la récente autoroute et les nouvelles technologies...

Conclure sur ce sujet impose de revenir sur la place essentielle de la décision politique concernant les choix faits en matière de patrimoine industriel et de mémoire ouvrière. Ces deux concepts, combinés heureusement, peuvent pourtant permettre, grâce au double apport croisé de l'histoire et de la géographie, de redonner leur lisibilité aux lieux et aux hommes qui ont à leur façon marqué les paysages dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

² Sur ce sujet, lire la thèse de Jean Louis Lehnof, maître de conférence à l'université de Caen, *Quand se tissait la ville des classes moyennes : impasses industrielles et réussites sociales en Alençon au XIX^{ème} siècle*, Université de Caen, 1998.